

Séance du 1<sup>er</sup> octobre 2018

## Res publica, rêve impossible ou terre promise

**Paul BERNARD**

Docteur en droit, préfet de région (h)

---

### MOTS CLEFS

Bien commun, sagesse antique, république, renouveau démocratique, politique.

### RÉSUMÉ

« L'École d'Athènes », œuvre de Raphaël, résume notre dilemme : Platon tend la main vers le ciel de la pensée et de la raison, Aristote désigne la terre vers la réalité sensible de la condition humaine. Res Publica propose le service du bien commun comme clé de passage entre le conflit et la paix. Serait-ce le mirage d'un rêve impossible ?

---

*« Un sage oriental demandait toujours dans ses prières que la divinité voulût bien lui épargner de vivre dans une époque intéressante. Cette chance ne nous a pas été épargnée. Notre époque est tout à fait intéressante, c'est-à-dire qu'elle est tragique. »*  
Albert Camus avait raison de nous alerter ainsi sur la tragédie de notre temps.

L'interrogation sur la mystérieuse et longue marche de l'humanité, en quête de sens, ne concerne pas notre seule génération, d'autres nous ont précédé dans ce doute existentiel. Où va le monde ? Et quelle place pour l'homme ? Ne risquons-nous pas d'être condamnés à imiter la marche somnambule de Diogène qui cherchait désespérément un homme à la lumière fragile de sa propre lanterne ?

Certes, devant le grand nombre d'experts qui caractérisent notre Académie, je n'aurais pas l'imprudence de prétendre traiter ce sujet en historien que je ne suis pas. Je voudrais simplement partager le besoin de méditation que nos contemporains ressentent face au désordre de notre histoire humaine. Pour ma part mon approche du territoire, des populations et des expériences étrangères me servent de repères.

L'exceptionnelle crise globale que nous vivons nous incite à retrouver la sagesse de l'Antiquité. L'œuvre symbolique de Raphaël a résumé le dilemme de tous les temps. Le tableau de l'École d'Athènes présente les directions proposées à l'humanité par les deux personnages les plus brillants de la philosophie antique : Platon tend la main vers le ciel pour montrer la force de la raison, tandis qu'Aristote désigne la terre ou la réalité sensible de la condition humaine.

Face aux forces contradictoires qui animent en permanence le débat public en opposant le conflit des intérêts au dialogue des esprits, Res Publica, la chose publique ou le bien commun, offre un rocher sur lequel viennent se briser les prétentions humaines, en vue d'unir les êtres de bonne volonté.

À cet égard le personnage de Prométhée nous rappelle que la mythologie grecque avait déjà entraperçu la nécessité d'un témoin apaisant entre les dieux et les hommes. Le rebelle de l'Olympe, capable de tenir tête à Zeus, a accepté de subir le châtement du pouvoir. Mais en dérobant le feu, que se réservaient les dieux, pour le

donner aux hommes, il était animé par sa foi dans l'humanité. Prométhée avait compris que pour se rendre utile aux hommes, il fallait savoir prendre ses distances avec la sphère des puissants. Cette figure mythique du rebelle, enchaîné, enfin libéré, trouve-t-elle un écho dans notre vie contemporaine ?

Tout au long de l'Histoire on assiste à une alternance de lumières et de ténèbres qui jalonnent un long chemin de civilisation. Mais puisque la nuit appelle toujours l'aurore, cette esquisse de méditation nous incite à poser la question essentielle. **Si Res publica ou l'intérêt général est bien une clé de passage entre le conflit et la paix, alors s'agit-il de rêver un impossible rêve, ou d'espérer une terre promise vers une inaccessible étoile !**

## 1. Res publica serait-ce un rêve impossible ?

### 1.1. À la lumière de nos Anciens, une vision encourageante exalte une vérité humaniste.

L'histoire de l'humanité nous encourage à discerner les vérités universelles dans l'héritage de sagesse qui peut servir de boussole à toutes les générations.

-Plus notre présent se déshumanise, plus la sagesse antique constitue encore pour nous un trésor de vérités premières. Dans notre scolarité, nous appelions les humanités ce florilège universel du discernement.

Confucius, la sagesse chinoise par excellence, qui exhortait l'homme à s'éduquer et à se perfectionner sans cesse, proclame des principes qui peuvent servir de nos jours. « *Qui gouverne par la vertu est comparable à l'étoile polaire immuable sur son axe.* » Chacun a sa place dans la direction de la société : « *Être bon fils, être simplement bon fils et bon frère, c'est déjà prendre part au gouvernement, car il n'est point besoin d'occuper un poste pour remplir une fonction.* » *L'homme de bien devient l'exemple pour montrer au peuple la Voie à suivre.* »

Athènes nous a appris le culte de la Cité, la force de la loi, l'intelligence du logos, la façon d'exercer le pouvoir à la manière de Périclès, le pionnier pur et dur de la démocratie. Ces colosses de l'esprit ont su transmettre un message primordial de vérité, résumé dans le « *Connais-toi toi-même* » de Socrate, le questionneur inlassable dans les rues d'Athènes et l'accoucheur de vérité, qui avait l'humilité d'avouer : « *je sais parce que je sais que je ne sais pas* ». Platon a été préoccupé par la priorité de l'éducation de la jeunesse. Aristote a reçu la mission d'instruire le futur Alexandre le Grand. Les Grecs ont fixé les limites de l'exercice du pouvoir, en excluant la démesure orgueilleuse de l'*hubris* (*Rien de trop*), notamment par la sanction de l'ostracisme, consistant à exiler dans une île les personnalités politiques qui menaçaient de se prendre au sérieux au détriment de l'intérêt général de la Cité. Les nobles et émouvantes figures de Creon et d'Antigone soulignent la force des lois naturelles conformes à la dignité de l'homme et supérieures aux caprices du pouvoir.

Rome nous a légué l'ordre de l'État, la rigueur du droit romain, la mission de l'Armée romaine au service d'une civilisation, à vocation universelle, soucieuse du respect des peuples et ouverte sur la Pax Romana. L'empereur, philosophe et moralisateur, Marc Aurèle, a démontré que la valeur de tout responsable réside dans sa pensée. Il a eu la constance de rédiger ses réflexions pour transmettre la force de ses convictions. Il n'hésitait pas à rappeler aux puissants que « *la vie est courte, que la perfection morale consiste à passer chaque jour comme si c'était le dernier, en évitant l'agitation et la dissimulation et que c'est faire son métier que d'être un homme de bien* ». Cette leçon rappelait la formule que l'on chuchotait aux généraux romains lors

de leur triomphe : « *Souviens-toi que tu vas mourir* ». Plutarque renchérissait en dénonçant le désir des honneurs chez ceux qui sont sensibles à la domestication des foules. « *Faute d'esprit, la majorité des rois et des gouvernants imitait ces statues colossales qui ont à l'extérieur la forme d'un héros ou d'un Dieu et qui à l'intérieur sont pleines de terre, de pierres et de plomb* ».

Malgré le niveau élevé de cette morale publique, on ne peut oublier que le monde ancien connaissait de la cruauté et de la brutalité, autant si ce n'est plus que de nos jours. Ainsi le système a eu raison de Socrate contraint de boire la ciguë et de Cicéron assassiné. Toutefois cette société laissait émerger pour l'histoire des personnalités hors du commun illustrant l'éthique du pouvoir, le goût du bien et de la perfection, tel le consul Cincinnatus ayant répondu deux fois à l'appel du salut de la cité et qui n'a eu de cesse que de reprendre sa charrue pour poursuivre l'œuvre modeste mais essentielle d'un homme vrai, qui a fait son devoir.

Ainsi nous avons l'impression que tout a été dit et bien dit et que l'on vient trop tard. Mais pourquoi ne réussissons-nous pas à respecter cette sagesse politique de Res Publica ?

Notre quête du Graal s'est pourtant poursuivie sans relâche au service de **RES PUBLICA**.

Cette formule romaine et latine n'est pas mythique ni seulement philosophique. Elle correspond au bien public ou au bien commun, que les références, juridique de l'intérêt général et politique de la volonté générale, sont venues compléter et illustrer. C'est la définition romaine d'un État gouverné selon le bien de la cité et du peuple, et dont Portalis, rédacteur du Code civil de 1804, s'est fait l'écho « *Les lois ne sont pas de purs actes de puissance ; ce sont des actes de sagesse, de justice et de raison* ».

Cette notion centrale de la science politique est le produit d'une transcendance qui dépasse la dialectique des conflits d'intérêts pour franchir le seuil du bien commun. Ce besoin irrépressible de toute organisation sociale peut apparaître comme un mirage ou comme un horizon qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on tente d'en approcher, en raison des obstacles et des manœuvres de ceux qui privilégient la satisfaction à courte vue de la brutale raison d'État ou plus vulgairement de leur ego. Ce promontoire a un caractère sacré et ceux qui accèdent à ce niveau de responsabilité doivent être dignes et irréprochables. En effet le service de la chose publique n'est pas un terrain réservé. Il appelle l'adhésion du plus grand nombre et des meilleurs en faveur du bien commun. Par l'engagement de tout l'être, le responsable se grandit, au-dessus de sa personne, pour atteindre le niveau de Res publica. Le roi Louis XI avait coutume de dépasser son statut en se présentant : « *je suis France* ».

La paix civile est la finalité de Res publica, mais l'intérêt général n'existe pas à l'état de nature, comme on cueillerait une fleur dans une oasis préservée. Le bien commun présente le visage humain et exemplaire des acteurs vivants qui œuvrent sur le chantier de l'intérêt général. Pour éviter que Res publica soit une abstraction philosophique ou idéologique ou bien une simple illusion d'optique, les gouvernants doivent agir concrètement contre les maux de la société, la maladie, la misère, la violence les inégalités, l'ignorance. Ainsi Res publica devient la puissance de l'État, incarnée dans la réalité des situations et des êtres vrais, selon un processus de création continue dans le respect éthique du peuple. La politeia grecque dépassait les institutions officielles pour intégrer la façon de vivre, les mœurs, les valeurs.

Quelques philosophes, interprètes de la pensée politique universelle et dont nous devons être les héritiers, ont promu et célébré la République, au sens de Res publica, concept de l'intérêt général supérieur ou du bien commun, et non pas du régime républicain inscrit dans la Constitution des sociétés. Ils ont défini leur conception dans des œuvres-phares qui constituent le fond de la culture politique.

Platon, auteur de « *La république* », premier livre de philosophie politique, subordonne le pouvoir à la raison et non aux passions. Il propose, comme fondement essentiel de la chose publique, les idées suprêmes de la vertu et de la vérité. Il considère que ce qui est central ce n'est pas l'homme, dont le corps et l'esprit sont destinés à mourir, mais l'âme de la Cité.

Cicéron, dans le « *De re publica* », affirme à son tour que « *la vertu suffit pour vivre heureux* ».

Jean Bodin, au XVI<sup>e</sup> siècle, consacre « *les 6 livres de la république* » aux principes du « bon gouvernement ».

Les philosophes des Lumières ont joué leur rôle de prophètes pour préparer la société moderne. Montesquieu, reprenant dans « *L'Esprit des lois* » la réflexion des politiques grecs, proclame que « *dans un État populaire, il faut un ressort de plus, qui est la vertu... c'est-à-dire l'amour de la république* ». Jean-Jacques Rousseau pour sa part a illustré et renforcé *Res publica* par le contrat social.

Ainsi au-delà du débat d'idées, cette sélection de témoignages a valeur de mise en garde pour notre temps. Le *bien*, la *vérité*, la *vertu* caractérisent les meilleurs des citoyens (aristoï) à qui il appartient de garantir une indispensable dose d'aristocratie dans le gouvernement du peuple.

## 1.2. Un mouvement de houle soulève l'humanité, la faisant osciller et même vaciller entre la guerre et la paix

- Une mystérieuse dialectique paraît conduire les évolutions et les chocs révolutionnaires.

L'histoire des populations est depuis toujours transportée par une sorte de respiration en profondeur et dont les événements ne sont que l'écume en surface. On assiste à un rythme faisant succéder des forces opposées : tantôt l'action bienfaisante aboutit au bien commun ; inversement le mal peut surgir comme un haut fond de tempête. Alors les perspectives se renversent aussitôt. L'histoire des aventures humaines ne doit pas inspirer l'image d'une ascension qui permettrait de progresser par degrés vers une vérité mythique, mais plutôt une capacité à surmonter les obstacles.

Il est possible de souligner le phénomène mystérieux de transmission entre civilisations vivantes et évolutives, telle que la culture gallo-romaine. Plus tard, en France, les principes de la République ont pris la suite de l'ancien régime, au point que Péguy a pu citer paradoxalement « *la République, notre Royaume de France* ». Il n'y a pas de progrès sans transmission des valeurs de base dont l'abandon génère les crises.

- Après les périodes de turbulences et de brutalité, l'histoire a connu des éclaircies d'apaisement. La culture humaniste et la spiritualité ont transformé les sociétés.

Les religions intervenues n'ont pas toujours calmé les passions humaines car elles ont connu leur crise de radicalisation. Toutefois l'influence du christianisme a été déterminante dès le Moyen Âge pour discipliner et réduire la brutalité ambiante. Le message évangélique a révolutionné les perspectives par la séparation de Dieu et de César, de Dieu et de l'argent, et surtout par l'appel des Béatitudes à l'amour entre les êtres humains. L'efficacité d'une telle mutation a été possible par des œuvres vécues en pratique et qui ont transformé les relations sociales : la paix imposée par la trêve de Dieu et par le droit d'asile dans les églises, les services publics de l'hôpital-Hôtel-Dieu, de l'école, de l'université, la transformation du climat social par l'amour courtois, la chevalerie, la poésie, la conception du service à rendre plutôt que du pouvoir à prendre, enfin le temps des cathédrales a fait apprécier le sens d'une vie de travail consacrée à la

beauté de l'œuvre architecturale, sans chercher le profit immédiat, en confiant l'achèvement à d'autres générations.

Ce réel apaisement de la Cité a été prolongé par l'art dans la brillante période de la Renaissance. Michel-Ange continue de nous fasciner par la lumière de la voûte de la Chapelle Sixtine accomplie à l'âge de 80 ans. La pacification des esprits a été encouragée par l'épanouissement de la littérature classique au dix-septième siècle et romantique au dix-neuvième siècle. La philosophie du dix-huitième siècle et le culte encyclopédique des sciences ont procuré une nouvelle noblesse à la société humaine pour apaiser la vie politique par la force de la pensée.

-Mais la reprise de la violence a démontré la relativité du changement, concept inventé par les utopies politiques et idéologiques et surtout compromis par la dégradation de la vie publique.

Confucius nous a appris que si l'on trahit la Voie ou le Dao, balisée par les valeurs, la société perd la clé du succès et du bonheur. Il avait fallu attendre des millions d'années pour connaître *l'homo habilis* et pour passer de *l'homo erectus* à *l'Homo sapiens*. Ainsi, de nos jours, il a fallu moins de temps pour aller de *l'homme de bien* des Grecs à *l'honnête homme* du grand siècle et pour aboutir demain à *l'homo numericus et connecticus*, menacé de devenir une vulgaire variable d'ajustement dans un marché déshumanisé.

Le vingtième siècle a donné naissance à des idéologies de mort et de mépris de l'homme dont les sinistres figures ont été le nazisme et le stalinisme, avec les ghettos, le goulag, la Shoah. Ces maladies diaboliques ont été vaincues un moment par la victoire des Alliés en 1945. Mais très rapidement le partage du monde, après les accords de Yalta, a inventé l'originale et hypocrite formule de la guerre froide, séparant par un tragique rideau de fer les deux mondes de l'Est soviétique et de l'Occident atlantique. Par la suite des esprits courageux, tels Soljenitsyne et Gorbatchev, ont soulevé la liberté des peuples, en provoquant la chute du mur de Berlin en 1989.

De nos jours le vingt et unième siècle nous réserve une dérive d'un autre ordre, faisant apparaître la crise de *Res publica*, un regain de brutalité et un vide politique lié à une indifférence civique croissante. C'est également la période d'une menace permanente contre la paix, en raison des concurrences politiques et économiques opposant de nouveaux ensembles qui portent les lourds nuages des conflits à venir. La Chine et l'Inde, la Chine et les États-Unis, la Russie et l'Europe, s'engagent dans l'expérience risquée d'un nouveau partage d'un monde livré aux ambitions commerciales.

Les guerres sanglantes du Proche-Orient entretiennent un chaudron explosif. Cette situation inextricable, comparable aux pires périodes de l'histoire, repose, particulièrement en Syrie, sur un concentré de haines, d'ambitions, d'intolérances religieuses, d'appétits économiques, pétroliers et stratégiques. Un comportement quasi-mafieux d'États qui refusent de voir le bien commun et excitent le jeu des intérêts divergents ou cultivent le goût morbide de la domination. Combien de temps les vautours qui tournent autour du charnier supporteront-ils la responsabilité des centaines de milliers de morts de civils innocents, dans une lâche indifférence des pouvoirs publics ? Quand les barrières morales et spirituelles s'effondrent, l'engrenage de la barbarie s'empare des êtres humains et fait naître l'ère des brutes.

En fond de tableau, notre génération découvre de nouvelles épreuves en forme de défis lancés à notre civilisation. L'explosion démographique du milliard d'habitants en Afrique, l'immigration de masse en Europe et en France ainsi que le flux migratoire incontrôlé soulignent l'erreur des gouvernements ne traitant que les effets des phénomènes, alors que la seule solution ne peut être trouvée qu'en agissant avec responsabilité pour soutenir la vie dans les pays d'origine où se situe l'ensemble des

causes de la misère. De plus un nouveau processus de guerre vise le cœur des nations sous la forme d'un terrorisme odieux lié au radicalisme islamique.

Dans le même temps, les institutions traditionnelles, nationales et européennes, qui font l'objet de contestations insidieuses, ne jouent plus le rôle d'encadrement régulateur des pressions économiques et des passions politiques. Pour sa part l'État en France a perdu son autorité, depuis la destruction de bases sociales en mai 1968, avec la montée des pouvoirs locaux, européens, mondialistes, et face à la prise de pouvoir par les réseaux sociaux et les médias. Notre monde, sans en prendre conscience, entre dans le temps des incertitudes les plus funestes.

-Ces constats trop évidents ne doivent pas contribuer à créer un esprit défaitiste entretenant le redouté déclin de nos sociétés. C'est par l'union des citoyens que se réalise l'art de la paix.

Après les déflagrations des guerres civiles ou internationales, la IIIe République a réussi en quelques années à restaurer l'esprit de Res publica, en accomplissant une œuvre législative considérable, par-delà les fractions partisans. Ces lois fondamentales ont permis jusqu'à notre temps de fixer les règles apaisantes des droits essentiels de la société, tels que l'association, la liberté syndicale, l'obligation scolaire, l'organisation municipale, l'enseignement, la laïcité. Ainsi a pu être démontré que le progrès politique est toujours possible lorsque de fortes personnalités acceptent de surmonter les divisions des partis politiques pour se retrouver au niveau supérieur du dialogue et de l'intérêt général.

Dans le même esprit, les chefs d'État ont compris la nécessité de dépasser le temps des guerres fratricides pour organiser la paix internationale. Ainsi fut créée l'Organisation des Nations Unies, dont l'efficacité se heurte à la confrontation des rapports de force entre les États. L'homme de paix que fut Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a tenté de circonscrire les dérèglements du monde, mais il a dû s'incliner devant « *la loi du plus fort qui a remplacé la force de la loi* ».

À leur tour les pays européens, aussitôt après la deuxième guerre mondiale, ont été entraînés, par des hommes politiques imprégnés de l'esprit de paix et éclairés par des convictions spirituelles. Ainsi en 1950, les responsables, partageant les mêmes convictions chrétiennes, Robert Schumann, Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer, ont permis en 1957 le traité de Rome ouvrant la voie à l'Union Européenne. Aujourd'hui, les États européens doivent retrouver la fidélité à leurs sources gréco-romaines et judéo-chrétiennes, s'ils veulent surmonter les médiocres ambitions électorales, bureaucratiques, financières d'une Europe qui ne se situe plus à la hauteur de son idéal.

Il est bon par ailleurs de souligner des résurgences prometteuses qui peuvent nous réconcilier avec la dignité de la nature humaine. Les nouveaux héros de l'action humanitaire redonnent confiance à la jeunesse en quête de générosité. L'Abbé Pierre ou Mère Teresa sont les grands témoins qui servent de contrepoids à la décadence morale. Également il est agréable d'encourager la mobilisation écologique des populations du monde entier invitées à s'engager dans des comportements nouveaux permettant de sauver la planète menacée. Il est toutefois essentiel de ne pas se contenter de chercher à sauver la nature physique lorsque l'homme lui-même est atteint de pollution dans son âme.

Peut-on parler aujourd'hui d'utopie ou de renouveau démocratique compte tenu des blocages persistants. En fait l'avenir de ce « régime des anges » ou « le pire à l'exception de tous les autres » puise sa vitalité essentiellement auprès des responsables qui ont la charge et l'esprit de Res publica dans la société contemporaine.

Au-dessus de la houle d'une mer jamais calme, comment parviennent à émerger les personnalités qui ont trouvé l'accès au Panthéon de l'histoire en évitant la trappe de l'oubli. Ils sont entrés dans la mémoire des peuples pour la seule raison de leur aptitude

à mériter de gérer les responsabilités suprêmes en les tenant à distance de leurs propres intérêts.

Les *conquérants* ont fait place aux *réconciliateurs* qui ont eu le mérite de réunir autour de la chose publique de la nation des fractions du peuple cherchant à s'étriper. Ce fut le mérite d'Henri IV sublimant la fracture entre catholiques et protestants. De même Napoléon a été capable de réintroduire dans la communauté nationale les révolutionnaires, l'Église et les royalistes. Le programme du Conseil national de la Résistance est né dans l'union en 1943.

Les membres de la classe politique ne sont pas tous faits du même tissu. *L'homme public* est celui qui accepte pour un temps limité de prendre du service auprès de ses concitoyens, tout en assumant ses responsabilités professionnelles. *L'homme politique*, devenu professionnel, éprouve le besoin de progresser aux différents degrés de la vie politique. Quant à *l'homme d'État*, il choisit de servir l'intérêt supérieur du pays, même si c'est au détriment de son propre avantage de carrière. On peut être surpris que certaines personnalités politiques, repérées pour leur courage et leur franchise, n'aient pas pu trouver les moyens d'atteindre le sommet de l'État, tout en ayant la confiance de leurs concitoyens, comme ce fut le cas de Pierre Mendès-France, de Michel Debré, de Jacques Delors ou de Raymond Barre. Aurait-on reproché à ces candidats, dignes de considération, le courage de la vérité, le scrupule de l'honnêteté, le refus de l'engagement partisan, l'obsession exclusive de l'intérêt national ?

De nos jours, l'évolution de la Ve République nous a fait connaître de nouvelles catégories de responsables. Au début le pouvoir démocratique était tenu par les *guerriers* qui avaient connu le combat de la France libre et de la Résistance, en ayant côtoyé la perte de liberté et sentie l'ombre de la mort. Les *diplômés* ont succédé avec l'assurance arrogante de ceux qui savent tout et méprisent aisément les autres, censés ne rien connaître. Ensuite la classe politique est descendue d'un étage pour laisser monter les *préfabriqués des partis politiques*. Avec la tyrannie croissante des médias, au service de l'audimat, les professionnels de la politique sont devenus des *communicants*, selon un nouvel art de l'éloquence politique, imprégné de narcissisme, souvent exhibitionniste. Mais le citoyen ne s'en laisse pas compter, comme l'exprimait, avec humour, un vieux maire rural de l'Aveyron, qui, après le brillant discours d'un politicien, s'exclamait : « *A ben parlat ! Qu'a dit ?* ». « *Il a bien parlé, qu'est-ce qu'il a dit ?* »

En conclusion, c'est la rencontre de personnalités hors du commun avec des événements exceptionnels qui permettent à l'Histoire de retenir les noms de personnes capables de s'imposer dans leur pays et dans le monde. Le podium de ces grands témoins a fait place, entre autres, à Atatürk, Winston Churchill, Charles De Gaulle, John Kennedy, Martin Luther King, Michael Gorbatchev, Nelson Mandela.... Ils portaient tous dans leur cœur la culture d'un idéal, l'ambition pour la grandeur de leur cause et l'humilité pour leur personne et ils ne craignaient pas d'affronter à contre-courant les conformismes dont meurent les sociétés modernes.

### **1.3. Voilà pourquoi, l'Histoire nous laisse aujourd'hui un mauvais goût de paradis perdu.**

La perte du sens de *Res publica* est le constat évident d'une vie publique qui s'est progressivement éloignée des principes, non pas simplement traditionnels mais de valeur universelle, de la sagesse des nations.

La distinction fondamentale entre LE politique et LA politique est essentielle pour comprendre la confusion qui détruit le sens de la chose publique. LE politique (la *Politeia*) a pour objectif idéal une œuvre liée exclusivement à l'intérêt général et repose sur l'effacement de l'individu devant le service du public. À cet effet LE politique prend

appui sur l'ensemble des citoyens. Par contre LA politique cultive le moyen de parvenir au pouvoir, en prenant le risque de la division par les conflits idéologiques et partisans. En définitive LE politique c'est l'art de faire la paix et LA politique se détruit parfois elle-même en devenant, selon la définition de Paul Valéry : « *le moyen d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde* ».

La noble voie de la chose publique, préconisée par les Anciens, a été contrariée par la tentation des politiques professionnels de se libérer de toute tutelle morale. Les élites politiques modernes se sont prises pour des dieux au-dessus des lois, prétendant tout régenter par des initiatives personnelles, en réduisant la part revenant au peuple.

En fait le constat est peut-être plus grave dans la mesure où les valeurs inscrites dans le trésor historique de l'humanité ont été progressivement frappées de relativité. Il est courant d'entendre aujourd'hui que *tout se vaut*, ce qui revient à dire que *rien ne vaut*, rappelant ainsi la cynique réflexion de Nietzsche : « *rien ne vaut rien. Il ne se passe rien. Et pourtant tout arrive. Mais cela est indifférent.* ». Charles Péguy nous avait prévenus que la mystique républicaine pouvait s'effondrer dans la politique, consistant à « *faire le malin de la part de ceux qui ne croient plus à rien* ».

Il n'est donc pas étonnant que les comportements, des élus et des citoyens, dérivent sur la pente de la facilité, de la jouissance, de l'immoralité.

Les démons bien connus de la vie politique sont à l'œuvre. La frénésie du pouvoir motivée par des ambitions personnelles ou partisans, la tentation du profit, souvent de l'argent corrompeur, l'ivresse de l'image médiatique, provoquent une grave pathologie de la vie publique.

Ces illusions perdues font souffrir les honnêtes citoyens déçus et qui se retrouvent honteux et silencieux, face aux moins scrupuleux qui ne cessent de parader et d'occuper la première place sur les écrans et les scènes du théâtre public.

Il importe de réagir sans complaisance aux mirages des nouvelles idéologies, qui prennent la couleur de la modernité pour devenir dominantes. Or ces groupuscules d'influence ne représentent qu'une faible partie de l'opinion publique. Ainsi le mythe du changement fait partie du vocabulaire de la pensée unique, qui ne trompe plus personne, quand il correspond à une manœuvre électorale, selon laquelle « *il faudrait que tout change pour que rien ne change* ». Les concessions à l'américanisme, au mondialisme, au métissage multiculturaliste, au néolibéralisme capitaliste, au numérique, relèvent de cultures éloignées de notre humanisme. Certaines étiquettes à la mode ne servent plus qu'à cacher le vide. Ainsi l'élitisme souvent invoqué ne désigne plus les meilleurs mais plutôt les mieux placés pour s'installer au pouvoir. De même le populisme tant décrié est utilisé pour exclure les aspirations légitimes du peuple souverain.

Le rêve de Res publica serait-il donc impossible ? Dans son œuvre célèbre, Antoine de Saint-Exupéry met en scène un pilote ayant vécu une panne d'avion dans le désert, car « *quelque chose s'était cassé dans son moteur* ». Notre génération aura-t-elle la chance de bénéficier de l'apparition d'un *Petit Prince* qui nous demanderait de lui dessiner une France renouvelée et qui pourrait nous aider à apprivoiser la fleur de l'idéal ?

## **2. Oui ! La chose publique nous laisse espérer une terre promise !**

Nous avons de la peine à appréhender l'avenir car nous avons l'habitude d'amplifier le présent qui nous rend aveugle aux perspectives, mais sur la route de la terre promise, les arbres morts qui tombent font plus de bruit que la forêt qui pousse. Nous ne pouvons pas rester sur des illusions et des déceptions. Nous sommes les héritiers des sages anciens porteurs de graines d'avenir.



Res Publica est une terre promise qui ne peut être acquise que si on en est digne par le mérite et l'effort. Notre monde a besoin de retrouver une boussole, particulièrement le trésor des principes enracinés dans l'âme humaine. Oui ! « *Il est grand temps de rallumer les étoiles* » selon Guillaume Apollinaire.

À cet effet nous avons le devoir de faire vivre nos institutions, de maîtriser les forces en présence, de consentir les exigences indispensables.

Faisons vivre **les institutions publiques** qui nous servent de cadre, comme les berges bornent le lit des fleuves.

L'œuvre des fondateurs de la nation ont su définir la trame sur laquelle s'inscrit la force de la chose publique et les limites du pouvoir. Le principe monarchique de la Couronne a dépassé la personne du roi et l'État de droit préserve la démocratie.

Les institutions, qui ne valent guère que ce que valent les hommes, reposent sur quelques masses de granit, selon la formule de Napoléon qui définissait ainsi les fondations d'une nouvelle France. Tous les régimes ont connu cette volonté de construire un socle politique. À cet égard la Ve République, portée par 80% des votants, doit être respectée dans son esprit et ses institutions. Ceux qui, lorsque les choses vont mal, ne pensent qu'à réformer la Constitution au risque d'en trahir les principes (24 réformes depuis 1960), devraient se souvenir de la leçon d'actualité de Montesquieu : « *Lorsqu'on veut changer les mœurs et les manières, il ne faut pas les changer par les lois ; il vaut mieux les changer par d'autres mœurs et d'autres manières.* »

L'État est le bras séculier, armé, pour préserver la nation et les citoyens. L'État à la française présente une originalité particulière, en ce sens qu'il a créé et précédé la nation dont il a été l'accoucheur. Il y a 2000 ans « *la France prit son nom et l'État sa fonction* ». La France a le privilège de l'unité, par comparaison avec de nombreux autres pays : un seul État, une seule nation, un seul peuple, un seul territoire, une seule langue.

L'État, force de la République, subit un procès idéologique de la part de ceux qui prétendent fondre la nation dans l'Europe ou la perdre dans la mondialisation.

Depuis toujours la France ne peut pas exister sans son État, à condition qu'il soit effectivement gouverné, ce que De Gaulle exprimait en 1940 dans une formule lapidaire à l'égard d'Albert Lebrun, le dernier président de la III<sup>e</sup> République : « *Encore eût-il fallu qu'il fût un chef et qu'il y eût un État !* ».

Le territoire est le tissu d'un seul tenant de la nation, une et indivisible. Il sert d'espace vital à une nation unitaire. L'action publique intègre à la fois la verticalité gouvernementale et l'horizontalité du territoire. Il accueille la chair de la nation car il repose sur l'entrecroisement des réseaux que sont les familles, les professions, les entreprises, les associations. Sur ce chantier de fertilisation collective l'esprit de partenariat rapproche l'État, les collectivités locales et les entreprises.

Une autre originalité française consiste à rapprocher sur le territoire à la fois l'État déconcentré par les préfets, ses représentants interministériels, et les collectivités locales par la décentralisation. Le dialogue entre les élus locaux et l'État déconcentré constitue le meilleur remède contre la centralisation jacobine, comme ce fut le cas jusqu'à aujourd'hui.

L'organisation administrative du territoire résulte d'une longue histoire. Toute révision de la carte territoriale exige une perspective de long terme. La nouvelle organisation dessinée autour des métropoles nouvelles ne doit pas effacer les racines populaires de l'espace rural. L'aménagement du territoire a été dans les années 1960 la grande politique de la Ve République, ne reléguant aucune partie du territoire national.

Le peuple n'a de sens que s'il est assemblé autour du bien commun, sinon ce n'est qu'une foule condamnée au désordre ou à la servitude.

Cette appellation demeure abstraite tant qu'elle ne prend pas corps dans une citoyenneté active. Les citoyens dans leur ensemble, de toutes conditions, convictions,

qualités, métiers, responsabilités, sont certes différents, mais ils possèdent un air de famille qui résulte de la culture de la nation. C'est la réalisation d'œuvres communes qui a fait le peuple et non le métissage idéologique.

De nos jours, en plus du défi de l'immigration massive et du danger du communautarisme, il faut veiller aux déchirures qui fragilisent le tissu national. Le philosophe économiste Fernand Braudel redoutait la menace de la guerre civile, une sorte de chiendent qui repousse sans cesse sur notre terre, car « *le feu peut toujours revenir à la maison* ». Nous pouvons nous inquiéter, d'une part de la rupture économique entre la dynamique urbaine et l'anémie du monde rural, d'autre part de l'écart socio-politique qui se creuse entre les élites centrales, diplômées ou proches du pouvoir, et la marginalisation d'une population trop ou mal informée. Déjà à Rome, le peuple subissait la dictature des patriciens, mais la république ne manquait pas d'associer le Sénat et le peuple romain (SPQR).

Le peuple souverain ne doit pas se départir de son esprit critique qui est la marque de sa souveraineté. À l'égard du gouvernement, il doit veiller à la promotion de *l'optimus vir* défini par Cicéron dans son traité de la République : « *Cet homme-là, tâchez de le reconnaître, car c'est lui qui peut maintenir l'État, être un vivant modèle et servir de miroir à ses concitoyens* ». Alfred de Vigny était plus sévère : « *On ne doit avoir ni amour ni haine pour les hommes qui gouvernent. On ne leur doit que les sentiments qu'on a pour son cocher : il conduit bien ou il conduit mal, voilà tout. La nation le garde ou le congédie sur les observations qu'elle fait en le suivant des yeux.* »

### ***Avons-nous l'envie de maîtriser les forces à l'œuvre dans la société ?***

Dans la société contemporaine elles ne sont pas toujours favorables à la chose publique.

Les forces novatrices d'une société en mutation comportent autant d'espoirs que de menaces. Une seule interrogation s'impose à nous. Serons-nous capables de tirer parti de ces progrès techniques ou scientifiques pour en faire un nouvel espace de liberté ou d'asservissement pour les hommes ? Aujourd'hui, le progrès technique n'est pas accompagné par un progrès moral et le progrès économique ne favorise pas toujours le progrès social.

En particulier la pente vertigineuse de la bioéthique est une rude provocation pour notre temps. Le supplément de conscience éthique des chercheurs et le soutien de la conception morale de la vie sont des précautions indispensables, car la pure technique n'a ni état d'âme ni vertu.

Le recours à l'Internet et le développement des réseaux sociaux sont des ersatz de la démocratie qui se développent dans un monde parallèle aux institutions, pouvant faire le lit d'une société grégaire.

Dans notre monde troublé et mouvant nous avons besoin d'un regard perspicace.

Un mouvement global, qui bouleverse l'évolution du monde et qui ne dit pas son nom, provoque une épreuve majeure pour notre génération. Ceux qui portent les responsabilités sont-ils conscients du phénomène de mutation qui entraîne les populations dans une évolution indéterminée. ? Veulent-ils poursuivre ce changement, sans savoir où il conduit ? Ou bien ne peuvent-ils plus rattraper leurs inventions, comme des apprentis sorciers qui déchaînent des événements dont ils ne sont pas capables d'arrêter le cours ?

De quoi s'agit-il ? Deux nouveaux moteurs sont venus bouleverser l'économie, la vie des peuples et les relations entre les responsables et les individus. Ces impulsions déterminantes apparaissent sous couvert d'innovations et le bonheur ou le malheur de la société dépendraient de leur conception et de leur usage.

**Le marché** a toujours été l'espace de liberté des transactions et le lieu de rassemblement des acteurs économiques. Pendant longtemps l'idéologie libérale a laissé agir une main invisible pour fixer l'équilibre offre et demande. De nos jours les résultats de cette confrontation a fait semble-t-il l'objet d'un véritable système qui conduit le règne planétaire du marché, du veau d'or et du roi dollar. Le principe est simple : l'impératif de la compétitivité oblige les acteurs à gagner le profit maximum et pour l'emporter sur les concurrents la pratique des plus bas prix devient le moyen efficace. Les conséquences évidentes apparaissent par la mort des plus faibles et par l'effort prioritaire de réduction des coûts, ce qui entraîne, comme variable d'ajustement, la suppression d'emplois et la diminution des salaires. Il en résulte une baisse du pouvoir d'achat, et par ailleurs une augmentation du taux de pauvreté. Le paradoxe apparaît car dans le même temps ces mêmes salariés deviennent des cibles captives du mercantilisme pour les inciter à consommer et à s'endetter.

**L'intelligence artificielle** et la **technologie numérique**, le nouveau refrain à la mode, promettent d'être un accélérateur puissant de la mutation mondiale. L'invasion des algorithmes suscite une admiration sans bornes et flatte l'orgueil humain, comme s'il s'agissait de l'idée neuve du bonheur que le monde attend. Le nouveau miracle de la création humaine est porté par des élites bien formées, exploité par la redoutable puissance des plateformes numériques, mais se heurte encore à l'incompréhension craintive de populations marginalisées. Attention à la fracture entre les plus forts qui savent et les plus faibles qui subissent. Quelle valeur attacher à une décision publique prise par les algorithmes sur une réalité virtuelle ? Méfions-nous que les robots, qui vont investir la vie connectée de chacun, n'oublent le rappel de Paul Valéry valorisant « *Maître cerveau sur son homme perché* ». Une forte dose d'intelligence humaine doit donc rééquilibrer l'intelligence artificielle. Allons-nous finir comme Gulliver à Lilliput, ligotés par l'algorithme, la norme et le diktat du robot.

Attention qu'un jour un 1789 ne réponde au 1984 de George Orwell. Retenons l'appel de Stéphane Hawking, célèbre astrophysicien qui a transcendé admirablement son grave handicap. Avant de nous quitter, il nous a invités à nous méfier des illusions technologiques : « *Réussir à créer une intelligence artificielle sera un grand événement dans l'histoire de l'homme, mais ce pourrait être le dernier.* » Il ajoutait « *Regardez vers les étoiles et non pas vos pieds. Essayez de donner un sens à ce que vous voyez.* »

Voilà pourquoi une attitude raisonnable et protectrice de l'humain repose sur la transmission de valeurs plutôt que sur la table rase de nouveaux conquérants. En définitive il faut distinguer le moyen de la fin. Les dirigeants ne peuvent pas songer à créer des outils aussi performants soient-ils sans se soucier du mode d'utilisation, des garanties de sécurité et surtout de la finalité pour l'homme, c'est-à-dire d'abord faciliter et simplifier l'accès pour tous au trésor de la connaissance, en réduisant les inégalités. Le numérique est acceptable pour simplifier la gestion mais il ne peut se substituer à la décision publique. Nous n'aurions pas traversé 20 siècles de civilisation pour adopter aujourd'hui le culte du robot.

Si on réagit trop tard, comme pour le réchauffement climatique, et si la machine de l'algorithme s'emballe et dépasse son maître, on peut craindre que les politiques d'un marché libéralisé et du numérique ne confient à la direction du pays et ne provoquent une surchauffe économique et sociale et une rupture morale. La même mobilisation destinée à préserver la survie de la planète doit nous permettre de sauver l'humain dans la société. L'humanité a connu des révolutions techniques, tels que le transport intercontinental, la conquête de l'espace, l'Internet, mais seul un supplément d'âme de civilisation a permis de garantir le véritable progrès social.

L'essentiel est de rejeter les stars de pacotille médiatique pour donner toute sa place à l'homme de bien de l'Antiquité et à ses successeurs le chevalier, le gentilhomme,

l'honnête homme. L'humilité, qui compense la brutalité des relations, reste la qualité cardinale du gouvernant, conscient de son imperfection, et qui trouve l'inspiration dans ce qui est plus grand que lui.

***La sagesse politique n'est pas un héritage immuable. Elle a pour piliers de fortes exigences.***

Certaines personnalités n'ont pas pu poursuivre une mission pourtant exemplaire, car, une fois le rude travail accompli, les politiciens les ont remerciés. Winston Churchill et Charles De Gaulle, qui avaient su empêcher la chute de leur pays, ont subi l'ingratitude électorale de leurs concitoyens, lorsque la paix a permis de remplacer les patriotes par les militants.

Par contre des exemples positifs plus encourageants ont démontré que l'essentiel en politique c'est la qualité humaine des dirigeants rendue nécessaire par le choc des événements et non par le parcours partisan ou la manœuvre des réseaux. L'industriel de la Loire Antoine Pinay a répondu à l'appel du pays qui avait besoin de la confiance fondée sur sa moralité civique, pour mettre en place le Nouveau Franc. Lorsque en 1994 je lui rendais visite, à la veille de ses 100 ans, je ne manquais pas d'évoquer le désordre politique et le sage de Saint-Chamond me répondait sans hésitation : « *la seule cause réside dans l'immoralité* ».

René Monory, modeste artisan de Loudun, dépourvu de tout diplôme, a réussi par sa personnalité exemplaire à gravir tous les degrés de la magistrature politique, de 1977 à 1998. Ministre de l'économie et des finances, ministre de l'éducation nationale, il a atteint avec la présidence du Sénat la deuxième place de la République. Le premier gouvernement de la V<sup>e</sup> République a été composé de hauts fonctionnaires dont les qualités professionnelles et humaines étaient irréprochables et qui ont accompli en toute priorité le devoir honnête de réformer sans tapage chaque ministère en profondeur.

D'autres exemples sont devenus emblématiques. En 1917 Georges Clémenceau, resté médecin de profession et proche du peuple, a été appelé pour sa rigueur à faire la guerre et à la gagner. En 1940, Vincent Badie, jeune avocat et député montpelliérain, a accepté le risque courageux de prendre la tête des 80 parlementaires ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain, ce qui leur a valu la barbare répression de la déportation. Récemment le colonel Arnaud Beltrame a montré que notre génération ne manque pas de héros, capables de donner leur vie pour en sauver une autre.

Donc Res publica est à notre portée ! Jacqueline de Romilly a souligné la densité intemporelle des Grecs dont les réflexions, venues après 25 siècles, nous révèlent avec éclat des vérités de notre temps.

## **Il est temps de conclure**

Ou plutôt d'introduire d'autres perspectives.

Mon propos n'était pas de prétendre donner la solution d'une chose publique pour notre temps. Il m'apparaît possible de penser que tout se trouve dans l'idéal porté par chaque être humain.

Il n'est pas nécessaire de recourir à des constructions idéologiques ou philosophiques pour prétendre éclairer notre vie publique. Dans le brouillard de nos conflits, quelques vertus fondamentales peuvent nous servir de lanterne. Il suffit de citer ces repères qui nous guident dans la nuit des temps : la culture de l'esprit, l'acceptation de l'humilité, la vérité, la confiance du peuple. Ces vertus, nées et mûries au cours des millénaires, méritent d'être républicaines, au sens de Res publica. Elles sont issues d'une nappe d'eau souterraine qui fait apparaître à travers les âges les résurgences nécessaires

lorsque le besoin se fait sentir. Sur le plateau de l'Aubrac en Rouergue, on aperçoit encore des pierres plantées qui permettaient aux pèlerins perdus dans la tempête de se repérer sur le chemin de Compostelle.

### ***Que pouvons-nous retenir de cette méditation civique ?***

Ne rien subir et tout espérer, telle doit être notre attitude devant cette immense transformation de la société des hommes. Nous devons avoir le courage de dire non à la pensée unique et l'intelligence de découvrir une mystérieuse troisième voie que nous ont suggérée Platon et Aristote dans le tableau de l'École d'Athènes, entre le besoin de lever la tête pour repérer les sommets à atteindre et les aspirations de la Terre des hommes. Le bien commun de Res publica demeure le point d'équilibre entre ces deux pentes.

Plus près de nous, Vaclav Havel, qui fut président de la République tchèque après avoir subi l'épreuve de la prison politique, proclamait que « *la maladie de la démocratie tient à la perte de son ancrage transcendantal* », c'est-à-dire que le pouvoir est dominé par une vocation supérieure de servir les personnes, de les faire grandir, de les unir et de les rendre libres.

### ***Et quel avenir pour la France ?***

Pour freiner le glissement sur le toboggan qui nous entraîne, il faut retendre le ressort essentiel de la fierté d'appartenance à notre patrie. Nous vient en mémoire le témoignage tonique d'un jeune homme de 90 ans, Alain Mimoun, exprimant avec émotion son amour pour la France, en 2011 à Paris au ministère des sports, face à la plaque rappelant sa courageuse victoire dans le marathon des jeux de Melbourne en 1956 : « *j'ai donné mon sang pour la France lors de la bataille de Monte Cassino en 1944, en évitant de justesse l'amputation de la jambe. J'ai arraché 4 médailles pour elle. Honnêtement ce qui me peine un peu, c'est le sentiment que parfois le peuple français ne mérite pas son pays. J'ai fait 10 fois le tour du monde, pour moi rien ne vaut la France. Quand le drapeau tricolore a été hissé à Melbourne, j'ai pleuré sans larmes tellement j'étais déshydraté, ça m'a fait mal. Pour moi, la France, c'est la plus belle fille du monde avec, en plus, quelque chose de sacré. Je parle d'une autre France* ». (Le Monde 14 janvier 2011)

Si nous voulons survivre en tant que civilisation, prenons conscience que nous ne sommes pas seuls. L'immense cohorte des citoyens honnêtes qui accomplissent leur tâche dans l'honneur inspire notre confiance dans l'avenir. Dans son discours de Suède, Albert Camus nous a rappelé que « *les grandes idées viennent dans le monde sur des pattes de colombe. Si nous prêtions l'oreille, entendrions-nous, au milieu du vacarme des empires et des nations, comme un faible bruit d'ailes. Cet espoir est suscité, ranimé, entretenu par des millions de solitaires dont les actions, chaque jour, nient les apparences de l'histoire, pour faire resplendir la vérité toujours menacée que chacun, sur ses souffrances et sur ses joies, élève pour tous* ».